



IdeAs
Idées d'Amérique

14 | 2019
Populismes dans les Amériques

Les élections de 2018 au Québec : un « moment populiste » ?

The 2018 elections in Quebec: a “populist moment”?

Las elecciones de 2018 en Quebec: ¿un “momento populista”?

Jean Bernatchez



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/6096>

DOI : 10.4000/ideas.6096

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Jean Bernatchez, « Les élections de 2018 au Québec : un « moment populiste » ? », *IdeAs* [En ligne], 14 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 08 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/6096> ; DOI : 10.4000/ideas.6096

Ce document a été généré automatiquement le 8 novembre 2019.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les élections de 2018 au Québec : un « moment populiste » ?

The 2018 elections in Quebec: a “populist moment”?

Las elecciones de 2018 en Quebec: ¿un “momento populista”?

Jean Bernatchez

Introduction

- 1 Les élections d'octobre 2018 au Québec marquent une rupture. Après cinquante ans d'alternance du pouvoir entre le Parti Libéral de centre-droit et le Parti Québécois de centre-gauche, la Coalition Avenir Québec (CAQ), un parti de droite fondé en 2011, est appelée à former un gouvernement majoritaire. Elle récolte 37 % des voix et 59 % des sièges. Son chef François Legault ne se prétend pas de droite, mais sur les plans économique et social, la CAQ campe objectivement à droite. Il présente plutôt son gouvernement comme celui du *gros bon sens*. Il reconnaît comme valeur phare la vertu entrepreneuriale¹. Lui-même entrepreneur multimillionnaire et *self-made-man*, il se définit comme un premier ministre *économique*. Sa campagne électorale est modulée autour de thèmes qui incarnent le changement pragmatique : baisser les taxes, combattre la bureaucratie, réduire les seuils d'immigration et imposer aux nouveaux arrivants un test des valeurs québécoises. En outre, des nuances s'imposent afin de décoder les véritables intentions du nouveau gouvernement. Le commentateur politique québécois David Desjardins (2014) affirme que ce parti regroupe des phares et des éteignoirs. François Legault a en effet recruté quelques personnalités reconnues pour leurs compétences (médecins, enseignants, etc.), des phares, mais aussi des éteignoirs, entrepreneurs peu scrupuleux et libertariens partisans du *tout-au-marché*².
- 2 Un autre fait marquant de cette élection est le succès d'un parti de gauche fondé en 2006, Québec solidaire (QS), produit d'une union des forces progressistes. Il récolte 16 % des suffrages et 10 des 125 sièges du parlement. Les dirigeants de QS comparent leur parti au mouvement La France insoumise, à la fois sur le plan du message et sur celui de la stratégie partisane déployée. QS est en rupture de ban avec le néolibéralisme et ose

des propositions audacieuses, notamment quant à la protection de l'environnement. Ses détracteurs le qualifient d'utopiste. Un journaliste traduit ce sentiment en écrivant que QS « fait campagne sur le dos d'une licorne » (Boisvert Y., 2018).

- 3 En première analyse, la CAQ semble incarner un populisme de droite et QS, un populisme de gauche, populisme non pas comme idéologie aux contours bien définis, mais populisme comme stratégie discursive anti-establishment. Aussi, considérant la théorie politique des réalignements, les élections de 2018 au Québec marquent une rupture et pourraient constituer aussi un « moment populiste » susceptible de se cristalliser dans un nouvel ordre électoral. C'est la thèse que nous soutenons dans le présent article.

1. Théorie, approches et techniques d'analyse

- 4 La théorie politique des réalignements est proposée par le politologue français Pierre Martin (2000, 2015). Elle relève de la systémique sociale (il est question de *systèmes* partisans) et de l'institutionnalisme historique (elle considère l'évolution des *institutions*). Un système tend vers l'équilibre, mais lorsque celui-ci est rompu, le système entre en crise. Cette crise est la phase de réalignement. Les crises sont porteuses d'incertitudes, mais aussi d'occasions de changement.

La cristallisation d'un nouvel ordre électoral marque la fin d'une phase de réalignement. Elle intervient [...] lors d'une élection ou d'un *moment* de réalignement. (Martin P., 2015 : 3)

- 5 La théorie du réalignement postule le passage d'un ordre électoral à un autre avec l'effondrement de l'ordre ancien (la rupture), une phase chaotique marquée par un *moment* (la phase de réalignement) puis la cristallisation d'un nouvel ordre électoral (le réalignement). Le réalignement correspond à un changement de paradigme avec une nouvelle configuration de la vie politique : orientations des politiques publiques, caractéristiques des systèmes partisans, enjeux structurants, relations entre les électeurs et leurs représentants (Monteil P.-O., 2001).
- 6 Cette théorie transpose dans l'univers électoral des concepts éprouvés par ailleurs. D'abord, les travaux du psychologue étatsunien Kurt Lewin (1948) sur le processus de changement des attitudes évoquent que celui-ci est caractérisé par trois phases : la décristallisation, la transition et la recristallisation. Les travaux du philosophe des sciences étatsunien Thomas Kuhn (1962) sont articulés autour du concept de paradigme comme manière de concevoir les choses selon un modèle cohérent qui, pour un temps, constitue la manière consensuelle de se les représenter. De la même manière que Thomas Kuhn parle de « science normale » pour caractériser la recherche qui s'appuie sur un paradigme, la théorie des réalignements évoque la notion de « politique ordinaire » pour caractériser une assez longue période (vingt, trente ou quarante ans) où se déploie une forme cristallisée de politique.
- 7 Au Québec, la rupture puis possiblement le « moment populiste » observés lors des élections de 2018 pourraient annoncer une phase plus longue de « politique ordinaire » caractérisée par une forme souple de populisme adaptée à la démocratie parlementaire et au néolibéralisme économique, une forme « imprécise, multifacettes et impressionniste » (Müller J.-W., 2016) qui se déploierait surtout comme stratégie discursive anti-establishment.

- 8 La théorie des réalignements est complémentaire d'une approche plus globale intégrée à notre pratique de recherche. La présente analyse en porte la trace. L'approche cognitive et normative est l'œuvre du politologue français Pierre Muller (2018). Elle repose sur le postulat selon lequel les politiques sont le fruit d'interactions sociales qui donnent lieu à la production d'idées et de valeurs communes. Les politiques sont liées à un référentiel, à une « vision du monde » qui est « un espace de sens où vont se cristalliser les conflits » (Muller P., 1995 : 160). Le référentiel articule plusieurs composantes, entre autres les valeurs, les normes et les images associées au système. L'analyse sur un temps long permet de constater le passage d'un référentiel à un autre, de repérer les ruptures, les réalignements et les périodes de politique ordinaire.
- 9 Ce modèle idéal (fondé sur les idées) doit être couplé à un modèle actionnel (qui analyse l'action concrète) pour comprendre la joute politique, selon la dialogique idées-actions qui s'inscrit dans une boucle récursive : les idées conditionnent les actions qui à leur tour conditionnent les idées, en un cycle sans fin (Morin E., 2005). Notre choix théorique se porte alors sur la *gouvernétique* à la manière du politologue québécois Vincent Lemieux (2009). Son approche est une synthèse des écrits classiques de chercheurs étatsuniens qui misent sur le pluralisme. Des acteurs (élus, agents, intéressés et particuliers) joutent dans l'arène politique pour identifier des problèmes, les prioriser à l'*agenda* et y apporter des solutions, ces phases étant conditionnées par leurs propres intérêts, mais aussi par des critères de faisabilité. Notre analyse porte aussi la trace de cette approche.
- 10 L'analyse documentaire (ouvrages historiques, articles scientifiques, plates-formes des partis politiques, etc.) et l'observation sont les techniques mobilisées dans le contexte de notre analyse. La stratégie d'observation de l'élection québécoise de 2018 se déploie notamment à travers une veille des événements liés à cette campagne électorale, rapportés dans tous les types de médias (y compris les médias sociaux), réalisée en qualité d'analyste politique invité à commenter la campagne électorale sur les ondes de la radio publique d'État.
- 11 Nous présentons d'abord la synthèse d'un récit historique des élections québécoises depuis 1867, année de la fondation du Canada et du Québec. Ce récit est organisé en fonction de cinq grandes époques associées chacune à une image caractéristique du référentiel dominant ; ces périodes sont caractérisées par la séquence rupture, réalignement et politique ordinaire. Nous proposons ensuite des précisions conceptuelles concernant le populisme. Nous présentons finalement notre analyse des élections québécoises de 2018, appréciées sous l'angle du populisme.

2. Les élections au Québec : ruptures, réalignements et politique ordinaire

- 12 Le Québec est l'une des dix provinces canadiennes. Sa population est de 8,4 millions d'habitants (Institut de la statistique du Québec, 2018). Le français, langue officielle, est parlé par 80 % de sa population. Son système parlementaire est de type Westminster : le gouvernement est dirigé par un premier ministre chef du parti politique qui obtient le plus de sièges au parlement. Il choisit ses ministres parmi les députés élus aux élections tenues à date fixe tous les quatre ans. Le premier ministre choisit les ministres d'un cabinet qui exerce le pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif est confié au parlement. Le

parlement canadien, la Chambre des communes, compte 338 députés rattachés à autant de circonscriptions territoriales. Le parlement québécois, l'Assemblée nationale, regroupe 125 députés aussi associés à des circonscriptions électorales, mais dont les frontières sont distinctes de celles prévues pour les élections fédérales. Les élections fédérales et celles de chaque province sont tenues à des moments différents, selon des calendriers distincts.

- 13 Le système fédéral prévoit un partage des compétences défini dans les lois constitutionnelles. Les pouvoirs qui portent sur les domaines d'intérêt national (défense, monnaie, citoyenneté, etc.) sont exercés par le parlement canadien et ceux qui touchent les questions d'intérêt local (santé, éducation, services sociaux, etc.), par les parlements provinciaux. Certains pouvoirs sont de juridiction partagée (économie, science, immigration, etc.) et les pouvoirs résiduels relèvent du parlement fédéral. L'évolution de la vie en société rend plus importantes au fil des ans certaines compétences : les télécommunications par exemple, pouvoir résiduel confié au gouvernement fédéral ; l'éducation et la santé, qui commandaient peu de ressources en 1867, mais qui imposent maintenant d'importants investissements³. Les gouvernements provinciaux sont ceux auxquels les citoyens s'identifient le plus en raison de la proximité des enjeux considérés. Cela est surtout vrai au Québec puisque les Québécois forment une nation distincte au sein du Canada⁴.
- 14 Le scrutin uninominal majoritaire à un tour est en vigueur (le candidat député qui recueille le plus de votes dans une circonscription est élu). Avant de prendre le pouvoir au Québec en 2018, la CAQ a signé avec d'autres partis un pacte visant à instaurer un mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire ; en 2019, il a amorcé les démarches visant à mettre en œuvre cette réforme à temps pour les élections de 2022. Ce nouveau mode prévoit que chaque électeur disposerait de deux votes plutôt que d'un seul : un pour choisir le député de sa circonscription et un autre pour choisir un parti politique. Le nombre de circonscriptions passerait de 125 à 75, mais 50 sièges de plus seraient attribués en fonction du deuxième vote et des listes établies par chaque parti. L'objectif est de faire en sorte que la composition de l'Assemblée nationale traduise le mieux possible l'appui populaire à chacun des partis politiques (Castonguay A., 2018)⁵.
- 15 En 2019, vingt et un partis politiques provinciaux sont officiellement reconnus au Québec (Élections Québec, 2019). Les partis fédéraux sont distincts des partis provinciaux, mais d'un point de vue historique, quelques grandes familles politiques influencent les valeurs de ces nombreux partis. Les deux premières familles sont caractérisées par la dichotomie entre conservateurs et libéraux. Les conservateurs défendent les valeurs établies et perçoivent le changement comme un élément perturbateur ; cette idéologie ne renvoie pas à des éléments de programme précis, mais se caractérise par une méfiance vis-à-vis du progrès. Les libéraux sont attachés à l'idée de progrès, à l'économie de marché et aux libertés individuelles⁶. Au Canada, à compter de la crise économique des années 1930 se déploie une famille socialiste qui exerce le pouvoir en Saskatchewan pendant vingt ans à compter de 1944 ; elle s'incarne à compter des années 1960 dans des partis sociaux-démocrates. En réponse à cette même crise se développe aussi la famille créditiste, une option s'appuyant sur une doctrine de redistribution de la richesse et sur des valeurs morales de droite ; les créditistes exercent le pouvoir en Alberta de 1935 à 1971. La famille écologiste se développe depuis les années 1980, mais sans grands succès électoraux⁷.

- 16 Afin de comprendre la dynamique électorale québécoise, le temps long s'impose. De nombreux chercheurs s'intéressent aux élections de manière spécifique à quelque époque ou personnalité, mais le politologue québécois Jean-Herman Guay et son collègue historien Serge Gaudreau (2018) proposent une synthèse compréhensive des enjeux, des idées, des personnes et des partis politiques qui marquent les quarante et une campagnes électorales québécoises organisées entre 1867 et 2014. Leur périodisation est découpée en cinq époques dont nous nous inspirons librement pour rendre compte avec nos mots et nos images des vecteurs qui caractérisent chacune d'elles.
- 17 De 1867 à 1897, la rivalité entre conservateurs et libéraux s'inscrit dans une logique de *Décolonisation tranquille*. Les conservateurs sont promoteurs de la Confédération, processus par lequel les colonies de l'Amérique du Nord britannique s'unirent en 1867 pour fonder le Canada. Certains libéraux militent plutôt pour une annexion des colonies britanniques aux États-Unis. Des Canadiens-français⁸ libéraux voient aussi dans la Confédération une tentative d'assimilation des francophones héritiers de la Nouvelle-France disparue avec le Traité de Paris de 1763. Les conservateurs parlent d'une seule voix alors que les libéraux sont divisés sur plusieurs questions, de sorte que les conservateurs monopolisent le pouvoir lors de cette période, sauf durant six années (1886-1892) qui laissent présager la possibilité d'une alternance politique.
- 18 L'*Ère du Progrès* s'amorce en 1897 et se termine en 1936. Le xx^e siècle insuffle un vent de renouveau et les électeurs aspirent au changement. Le Québec s'industrialise massivement et la croissance économique est forte. Le progrès est le maître-mot et les libéraux se l'approprient. Le Parti Libéral se dote de clubs politiques afin de mobiliser ses militants, adoptant une stratégie précoce de marketing politique. La presse est favorable à ses politiques. Des scandales financiers ont finalement raison du gouvernement libéral au terme de quarante années d'un pouvoir sans partage.
- 19 Maurice Duplessis, chef conservateur, gagne en capital politique en dénonçant ces scandales. Grâce à une alliance avec des libéraux, il fonde l'Union Nationale qui prend le pouvoir en 1936. Ce parti est au gouvernement jusqu'en 1960, sauf durant un mandat (1939-1944) qui coïncide avec la Seconde Guerre mondiale. Cet épisode de vingt ans est qualifié de *Grande Noirceur* par les historiens en raison de la résistance du chef autoritaire aux mouvements sociaux de l'après-guerre. L'exercice du gouvernement est marqué par le nationalisme identitaire, un anticommunisme primaire, un pacte avec la faction réactionnaire de l'Église catholique et un conservatisme affirmé. L'historien Jean-Charles Falardeau (1966) utilise l'analogie du « couvercle vissé de force sur une société convertie en marmite de Papin ».
- 20 À compter de 1960, ce couvercle explose lors de la *Révolution tranquille*, mouvement de réforme initié par le Parti Libéral qui propose un modèle de société dont l'unité est possible « par des compromis s'articulant autour d'un interventionnisme d'État, du nationalisme économique, d'une démocratisation des services collectifs » (Lévesque B. *et al.*, 1999 : 2). Cette entrée du Québec dans la modernité contribue à l'instauration d'un modèle québécois social-démocrate qui résiste aux gouvernements qui se succèdent de 1960 jusqu'en 1985. Un transfuge du Parti Libéral, René Lévesque, fonde en 1968 le Parti Québécois qui milite pour la souveraineté du Québec, mais perd le référendum de 1980 sur cette question. Il exerce le pouvoir de 1976 à 1985.
- 21 La récession économique mondiale du début des années 1980 amène une reformulation des politiques. Le Parti Libéral reprend le pouvoir en 1985 et impose un *Ajustement*

structurel aux valeurs du néolibéralisme triomphant. Le Parti Québécois lui succède de 1994 à 2003, mais délaisse son option sociale-démocrate. Le deuxième référendum sur la souveraineté, gagné en 1995 par le camp fédéraliste avec 50,6 % des voix, illustre le clivage qui conditionne alors la dynamique électorale : l'axe fédéralisme-souverainisme est plus déterminant que l'axe gauche-droite. Après les élections de 2003, le Parti Libéral amorce une ère d'austérité.

Les réductions de personnel, le contrôle des dépenses, la rationalisation et la réorganisation des services vont être au cœur des débats politiques et électoraux. (Guay J.-H. et Gaudreau S., 2018 : 421)

- 22 Cette période marque aussi le désintérêt de la population envers les partis politiques⁹. Les citoyens se mobilisent contre certains projets particuliers, mais ils ne sont plus au rendez-vous pour soutenir les projets de société, la souveraineté du Québec par exemple, ou la promotion du modèle québécois social-démocrate.

3. Populisme : précisions conceptuelles

- 23 Il existe un procédé nommé Loi de Godwin : à court d'argument avec un interlocuteur, on le disqualifie en le traitant de fasciste. Pareil procédé existe aussi avec le populisme :

Qualifier un homme politique [...] de *populiste* revient [...] à le disqualifier en le situant en dehors de la politique respectable et en faisant peser sur lui un double soupçon de démagogie et d'autoritarisme. (Raynaud P., 2017 : 8)

- 24 Cependant, le populisme n'est pas le fascisme, même si le fascisme est fondé sur certains procédés populistes.

- 25 Le sémioticien italien Umberto Eco (2017) établit les caractéristiques du fascisme. Elles ne peuvent être intégrées dans un même système puisque certaines se contredisent, mais « il suffit qu'une seule [...] ne soit présente pour faire coaguler une nébuleuse fasciste » (Eco U., 2017 : 35). Ces caractéristiques sont le culte de la tradition, le refus du modernisme, le culte de l'action, la méfiance à l'endroit des intellectuels, le recours à une novlangue, le désaccord interprété comme une trahison, la peur de la différence, l'obsession du complot, la remise en question de la légitimité des parlements et le nationalisme. En outre, le fascisme naît d'une frustration fondée sur l'idée de l'état primitif de l'homme décrit par le philosophe anglais Thomas Hobbes : la guerre de tous contre tous, puisque l'homme est un loup pour l'homme. Le populisme est aussi une caractéristique du fascisme : le peuple est considéré comme une entité monolithique exprimant une volonté commune, laquelle s'oppose à celles des élites et des gouvernements parlementaires.

Notre avenir voit se profiler un *populisme qualitatif télé ou Internet*, où la réponse émotive d'un groupe sélectionné de citoyens peut être présentée et acceptée comme la voix du peuple. (Eco, U., 2017 : 46)

- 26 Cela dit, qu'est-ce que le populisme ? Le politologue français Guy Hermet rappelle que le mot, inscrit dans les dictionnaires français en 1929, est précédé de la chose. Les auteurs identifient trois sources du populisme (Hermet G., 2018 ; Raynaud P., 2017 ; Reynié D., 2013). La première est située en Russie à compter de 1840 : les *narodniki* ont comme règle de conduite l'action avec et pour le peuple et inaugurent le *populisme utopique*. Ils sont rebaptisés socialistes révolutionnaires et figurent parmi les premières victimes du bolchévisme en 1917. Le général français Georges Boulanger, dans la seconde moitié des années 1880, incarne un *populisme charismatique* :

Orchestré par des experts de la communication, le boulangisme répond à l'attente d'un vaste public scandalisé par l'exercice quotidien du pouvoir et tout disposé à acclamer un redresseur de torts. (Hermet G., 2018 : 25)

- 27 Le boulangisme préfigure les poussées populistes en Europe. Un *populisme réformiste* s'incarne dans le *People's Party* étatsunien de la fin du XIX^e siècle. « Il s'appuie sur le postulat d'une décadence nationale délibérément provoquée, sur la stigmatisation d'un complot planétaire, et sur le sentiment que les honnêtes gens échappent à ce pourrissement. » (*ibid.* : 28.) Ces trois mouvements sont « l'archétype du populisme présent, tant par son identification à une volonté populaire [...] que par la primauté qu'il accorde au discours plutôt qu'à l'énoncé d'un programme » (*ibid.* : 29).
- 28 Par la suite, les manifestations de populisme sont nombreuses et contrastées. L'entre-deux-guerres voit poindre un populisme de crise qui se transforme en fascisme et en nazisme. Après la Seconde Guerre mondiale se déploient les populismes décoloniaux, le nassérisme en Égypte par exemple. En Amérique latine, le populisme étatiste (Juan Perón en Argentine, Hugo Chávez au Venezuela) précède un populisme néolibéral (Carlos Menem en Argentine, Jair Bolsonaro au Brésil). Donald Trump aux États-Unis incarne un populisme réactionnaire qui s'inscrit dans une rhétorique aussi utilisée par le *Tea Party*. « L'Asie, dans sa diversité, est parcourue par un mouvement commun : la reviviscence des nationalismes et [...] l'expansion des populismes. » (Raillon F., 2017 : 84.) L'Europe n'est pas en reste avec ses droites (Rassemblement national en France, Parti national britannique, Mouvement 5 Étoiles en Italie, etc.) et ses gauches populistes (La France insoumise, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, etc.).
- 29 Il existe des populismes autoritaires, mais celui qui nous intéresse se déploie dans les régimes démocratiques. Le politologue français Dominique Reynié (2013) le caractérise ainsi : un appel au peuple, un discours anti-élite, un nationalisme xénophobe, un opportunisme programmatique qui aime les protestations sans assurer une cohérence dans le discours, l'autorité personnelle d'un chef, la démagogie et la mise en cause personnelle des adversaires.
- 30 Dans les régimes démocratiques, les partis de centre-droit et de centre-gauche ne rallient plus les populations. En outre, la politologue belge Chantal Mouffe croit que « tous ceux qui s'opposent au consensus du centre et au dogme, déclarant qu'il n'existe pas d'alternative à la mondialisation néolibérale, sont [...] disqualifiés comme populistes » (Mouffe C., 2018 : 31). À la condition que la xénophobie ne soit pas une de ses caractéristiques, le sociologue français Éric Fassin croit qu'il est possible de réhabiliter le populisme :
- Il n'est plus nécessairement perçu comme l'envers démagogique de la démocratie ;
il se donne désormais comme une forme de renouvellement démocratique.
(Fassin É., 2017 : 21)
- 31 Le « moment populiste » se caractérise par « l'émergence de multiples résistances contre l'actuel système politico-économique perçu comme étant de plus en plus contrôlé par une minorité privilégiée » (Mouffe C., 2018 : 33). Il s'agit d'un moment où l'hégémonie dominante est déstabilisée, où le bloc historique se désagrège. Ce moment ouvre la voie à un nouveau sujet d'action collective – le peuple – capable de reconfigurer l'ordre social injuste¹⁰. Pour la gauche, c'est une occasion à saisir. Alors que les populistes de droite considéreraient un peuple qui exclut certaines personnes, notamment les immigrés, les populistes de gauche chercheraient plutôt à « fédérer les demandes démocratiques en une volonté collective pour construire [...] un peuple uni

contre un adversaire commun : l'oligarchie » (*ibid.* : 41). Cependant, les deux populismes font appel aux émotions plutôt qu'à la raison, en rupture avec la tradition rationaliste des Lumières.

- 32 Qu'est-ce que le populisme au Québec ? Ses usages savants et médiatiques apparaissent dans les années 2000 (Mazot-Houdin A., 2017). Le politologue québécois Philippe Bernier Arcand (2013) prévient que le populisme est moins présent au Québec qu'en Europe, mais qu'il l'est néanmoins, et « rares sont ceux qui se lèvent pour le dénoncer, sans doute parce qu'il y est moins visible » (Bernier Arcand P., 2013 : 10). Il évoque ses caractéristiques, assorties d'exemples glanés dans la vie politique et médiatique. D'abord, le populisme est anti-élitiste. Il propose une rhétorique identitaire traduisant la peur de l'étranger qui menace le peuple, son identité, sa culture et ses traditions. Le populisme voue un culte au peuple et s'adresse directement à lui par-delà ses représentants. Le populisme flatte les sentiments, mise sur les émotions plutôt que sur la raison. Le *gros bon sens* du *monde ordinaire* est le fondement de la légitimité.

Le populisme, c'est des solutions simplistes, la désignation de boucs émissaires et la recherche de la sagesse populaire face à la technocratie. (Bernier Arcand P., 2013 : 12)

- 33 Le populisme est aussi démagogie.

- 34 Le juriste québécois Frédéric Bérard (2018) observe également qu'au Québec :

Le populisme a le vent en poupe, à droite comme à gauche. Nourri par les institutions qui croulent sous les effets de la politique-spectacle et de la démagogie, il menace du même coup la démocratie et l'État de droit. (Bérard F., 2018 : jaquette)

- 35 Considérant les caractéristiques du fascisme évoquées par Umberto Eco, le juriste y voit des similitudes avec le discours de plusieurs individus, si bien qu'il craint que des sociétés comme le Québec ne sombrent dans un fascisme *soft*.

Et quoi qu'on en pense, aucun régime ne peut être considéré comme parfaitement à l'abri d'une chute prochaine ou éventuelle. Particulièrement avec la tangente populiste récemment empruntée. (Bérard F., 2018 : 106)

- 36 Son angle d'analyse est celui du droit : il observe une recrudescence des mesures inconstitutionnelles, de plus nombreuses violations des libertés civiles et le déploiement d'un système de justice populaire¹¹ encouragé par les médias (Bérard F., 2014).

- 37 Il existe en effet au Québec une radio d'opinion très écoutée, la *radio-poubelle* qui fait la promotion de l'intolérance envers les groupes vulnérables. Leurs cibles sont les immigrants, les pauvres, les gais, les autochtones, les gauchistes... et les cyclistes¹². Leurs animateurs ne sont plus marginalisés, de sorte que leurs discours sont relayés dans les médias sociaux et dans certains médias traditionnels. Des poursuites judiciaires en diffamation ou en incitation à la haine sont lancées, mais ratent le plus souvent leurs cibles. Ces médias sont rentables d'un strict point de vue financier. Des personnalités médiatiques deviennent de véritables hérauts du populisme.

- 38 Au Québec, les mouvements d'extrême droite sont aussi plus visibles et décomplexés, observe la politologue québécoise Aurélie Campana. Elle identifie une vingtaine de ces groupes et dresse un parallèle avec les radios-poubelles :

Il y a un contexte [...] qui est entre autres entretenu par les [...] radios-poubelles. Je ne suis pas en train de dire que c'est ce qui propulse ces groupes-là, mais [...] ça aide à les banaliser. [...] Le groupe *Atalante-Québec*¹³, par exemple, a organisé des marches

dans les rues du centre-ville. Des autocollants affublés du slogan *Brûle ta mosquée locale* sont aussi apparus sur des poteaux en ville. » (Porter I., 2017)

- 39 *La Meute*, un autre groupe d'extrême droite fondé en 2015, prône un nationalisme identitaire. Certains de ces groupes sont associés à des mouvements internationaux (PEGIDA-Québec par exemple), mais la plupart sont propres au Québec :

La différence ne tient pas aux moyens d'action et au public ciblé, mais plus à une couche de complexité qui tient [au] discours identitaire [...]. Il y a au Québec des groupes qui ancrent leur discours dans un nationalisme québécois très exclusif [...], anti-immigration, de plus en plus anti-musulman », croit Aurélie Campana. (Porter I., 2017)

4. Analyse des élections de 2018 sous l'angle du populisme

- 40 Comment réagit la classe politique québécoise face à la montée de ces groupes d'extrême-droite ? Le premier ministre libéral sortant, Philippe Couillard, accuse ses adversaires de la Coalition Avenir Québec et du Parti Québécois de susciter la mobilisation de ces groupes (Chouinard T., 2017). En pré-campagne électorale, il affirme que la CAQ est à l'extrême droite du spectre politique, une affirmation contredite par l'anthropologue québécoise Denise Helly :

La CAQ n'a jamais fait appel à la violence et elle respecte les institutions parlementaire et juridique. [L]es positions de la CAQ sur l'immigration et sur la taille de l'État se rapprochent d'une droite dure pour le Québec, même si on est loin de l'extrême droite. (Valeria A. *et al.*, 2018)

- 41 *La Meute* aime la CAQ, mais son chef François Legault n'accepte pas cet amour : « [O]n ne peut pas empêcher un cœur d'aimer. Mais j'aimerais mieux qu'ils ne m'aiment pas. » (Lecavalier C., 2018.) Il rejette aussi toute association avec la présidente du Rassemblement national après que celle-ci a encensé la CAQ qualifiée de parti anti-immigration dans un journal de France (Grondin M.-R., 2018). Lors des élections de 2018, aucun parti n'adhère aux thèses des groupes d'extrême droite.
- 42 Les précédentes élections de 2014 sont favorables au Parti Libéral, au pouvoir depuis 2003 sauf durant un bref intermède de dix-huit mois entre 2012 et 2014. Les élections de 2012 font suite au *Printemps érable*, manifestation étudiante qui se transforme en une contestation plus large traduite dans le *Mouvement des casseroles*¹⁴ (Porter I. *et al.*, 2012). Cette crise porte un dur coup au gouvernement libéral qui est remplacé par celui, minoritaire, du Parti Québécois, qui perd le pouvoir en 2014. Au lendemain de cette élection, le Parti Libéral forme le gouvernement en récoltant 42 % des suffrages et 70 des 125 sièges de l'Assemblée nationale. Le Parti Québécois constitue la première opposition officielle (25 % des votes, 30 sièges). La Coalition Avenir Québec (23 % des votes, 22 députés) et Québec solidaire (8 % des votes, 3 députés) sont aussi représentés à l'Assemblée nationale. Au cours de ces quatre années, le gouvernement libéral met en œuvre une politique d'austérité¹⁵. Des coupes budgétaires en éducation et en santé contribuent à priver la population de ressources. Malgré un réinvestissement à compter de la dernière année de son mandat, la grogne est importante et le Parti Libéral perd la confiance de la population.
- 43 Les élections de 2018 sont les premières à se tenir à date fixe, le premier lundi d'octobre. La campagne de 2018 dure trente-six jours, mais la pré-campagne s'amorce au début de 2018. Le gouvernement est prolifique en investissements. Il argumente que la

rigueur budgétaire contribue à ce que l'état des finances publiques soit excellent. Son programme mise sur un développement associé à la logique néolibérale, mais en y associant quelques promesses glanées dans les programmes électoraux de ses adversaires et susceptibles de séduire l'électorat : soins dentaires et transports publics gratuits pour les jeunes et les aînés, prestations d'allocation familiale bonifiées, services de garde gratuits pour les enfants de quatre ans, etc. La campagne électorale du Parti Libéral est sans éclat et sa défaite est historique : 25 % des votes, et 31 sièges seulement.

44 Le Parti Québécois forme la première opposition officielle, mais se retrouve en mauvaise posture. Cette coalition souverainiste regroupe depuis 1968 des gens de la droite nationaliste et de la gauche sociale-démocrate, réunis autour de cette volonté de faire du Québec un pays. Deux référendums perdus, l'éloignement par rapport à son option sociale-démocrate et la mise en veilleuse de l'article premier de sa plateforme politique mènent à un cul-de-sac électoral. Les gens de droite et de gauche ne se reconnaissent plus dans ce parti, qui n'est plus *programmatique* (attaché à des valeurs fortes), mais *opportuniste* (il ajuste son programme à la conjoncture et à l'esprit du temps) (Lemieux V., 2005). Or, l'esprit du temps n'est pas favorable à la souveraineté du Québec : cette option rallie au cours des cinquante dernières années entre 35 % et 55 % de la population ; l'appui est estimé à 25 % en 2018. L'esprit du temps n'est pas non plus propice au déploiement des valeurs de gauche. Les chefs se succèdent, marqués tantôt au centre-droit, tantôt au centre-gauche. Jean-François Lisée, en poste en 2018, propose un programme de centre-gauche. Toutefois, la stratégie électorale qu'il déploie est caractéristique de sa personnalité. Il joue son va-tout sans tenir compte de l'avis de ses conseillers. Il distribue des micro-promesses et s'acharne sur Québec solidaire (dont les appuis sont concentrés dans quelques quartiers montréalais) plutôt que sur la Coalition Avenir Québec, objectivement son principal adversaire dans la plupart des circonscriptions, cela au grand dam des députés péquistes qui risquent de perdre leurs sièges. La dégelée est historique. Le Parti Québécois réalise son pire score en termes d'appuis depuis sa création en 1968 : 17 % des votes, et seulement 10 des 125 sièges¹⁶.

45 La Coalition Avenir Québec, cette « idéologie à la recherche du pouvoir » (Boily F., 2018), est créée en 2011 à un moment où le bipartisme ne correspond plus aux attentes de la population. Le politologue italien Giovanni Sartori (2011) soutient que l'existence de tiers partis n'affecte pas l'alternance au pouvoir entre deux partis, ce qui s'observe historiquement au Québec. Or, une fenêtre d'opportunité (Kingdom J., 1984) s'ouvre en 2011.

Si la CAQ peut aujourd'hui espérer obtenir sa place au gouvernement, [...] c'est que le contexte s'y prête en raison de changements importants dans la dynamique politique d'ensemble. (Boily F., 2018 : 8)

46 François Legault, un transfuge du Parti Québécois, saisit l'occasion. Sans programme et sans candidat au moment de sa création en 2011, la CAQ est néanmoins en tête des sondages (Bourgault-Coté, 2011). Son option est celle de gérer le Québec comme un *business*¹⁷. « Je rejette le recours systématique aux étiquettes de gauche et de droite », prétend-t-il (Legault F., 2013 : 76). En soi, cette déclaration illustre une posture politique campée à droite, en adéquation avec le programme politique qu'il propose lors des élections de 2018 : coupes de 5 000 postes dans l'administration publique, réduction des coûts d'approvisionnement d'au moins 10 %, baisse des taxes scolaires (cela malgré l'ajout de ressources dans le système d'éducation), etc. En dépit d'une

campagne difficile, la CAQ obtient 37 % des votes et 74 sièges. Elle forme un gouvernement majoritaire.

- 47 La CAQ est-elle populiste ? Les recherches du politologue québécois Frédéric Boily (2018), spécialiste de la droite et du populisme, tendent à le confirmer. Il dégage deux grandes formes de populisme. Le *populisme protestataire* consiste à dénoncer les élites, accusées de contrôler le système pour leur profit personnel. Cela correspond au discours de la CAQ.

Dénonçant la confiscation du bien national, les populistes protestataires ne cherchent cependant pas à renverser la démocratie parlementaire. Ils prétendent au contraire mieux représenter le peuple. (Boily F., 2018 : 99)

- 48 Le *populisme identitaire* postule que l'autre (l'immigrant notamment) puisse dénaturer le peuple. La CAQ ne va pas aussi loin dans son discours, mais prône une baisse des taux annuels d'immigration (40 000 comme cible par rapport à 53 000 en 2018). « Accueillons-en moins, mais accueillons-les mieux ! » Cela se traduit par l'imposition d'un test des valeurs québécoises pour les nouveaux arrivants assorti de l'extradition de ceux qui ne le réussissent pas. Ce projet est préoccupant sur le plan des droits et libertés. Il présente des difficultés sur le plan pratique. Quelles sont les valeurs québécoises ? Est-il possible de les connaître sans les reconnaître ? Dans un autre registre, François Legault ne possède pas de grandes qualités oratoires, si bien que les ressorts habituels du populisme ne sont pas tous en place.

- 49 Québec solidaire est fondé en 2006, de l'union de plusieurs partis de gauche, depuis le Parti Communiste jusqu'aux tiers partis sociaux-démocrates. Ceux-ci parviennent à peine à récolter 1 % des votes dans une circonscription, et ne présentent que quelques candidats. La donne change dans les années 2000 lorsque des scores respectables sont enregistrés dans quelques quartiers de Montréal. Lorsqu'un des leurs est finalement élu en 2007, son travail parlementaire est remarqué, si bien qu'il ouvre la voie aux autres. Ils sont trois députés élus en 2014, mais créent de fortes assises dans leurs circonscriptions. Une élection partielle en 2017 permet même au co-porte-parole de QS, Gabriel Nadeau-Dubois, leader du *Printemps érable* de 2012, de récolter 69 % des voix. Le programme que QS propose lors des élections de 2018 est audacieux. Son vecteur est un plan de transition économique et écologique qui s'appuie sur des changements de comportements et des investissements majeurs dans le transport collectif. C'est un parti en rupture de ban avec le néolibéralisme qui propose aussi des projets pragmatiques : gratuité scolaire, hausse du salaire minimum, augmentation de l'impôt des riches, etc. La campagne électorale de 2018 lui permet d'obtenir 16 % des voix et 10 sièges à Montréal et en région, un résultat au-delà de ses attentes.

- 50 Québec solidaire est-il populiste ? Il correspond aux caractéristiques du *populisme protestataire*, alors que le système et ses élites sont remis en question dans ses discours et dans ses actions, en phase avec la tradition de la gauche québécoise d'être à la fois un parti des urnes et un parti de la rue. QS cherche à fédérer les personnes, notamment les plus vulnérables, autour de la volonté de combattre un adversaire commun : l'oligarchie. Il rejoint en cela le souhait formulé par la politologue Chantal Mouffe (2018) et le sociologue Éric Fassin (2017) de réhabiliter le populisme et d'adopter, sur le front de la gauche, une posture adaptée au « moment populiste ».

Conclusion

- 51 Les élections de 2018 au Québec marquent une rupture et pourraient constituer un « moment populiste » susceptible de se cristalliser dans un nouvel ordre électoral. C'est la thèse que nous soutenons dans le présent article.
- 52 D'abord, sur le plan théorique, la théorie des réalignements (Martin, 2000) que nous mobilisons ici pour la première fois s'avère porteuse. Couplée à l'approche cognitive et normative (une approche idéale) et à la *gouvernétique* (une approche actionnelle) que nous utilisons déjà dans le contexte de plusieurs chantiers de recherche, elle permet de rendre compte de manière compréhensive des dynamiques électorales à l'œuvre au Québec depuis 1867. C'est ce que nous illustrons dans la partie de cet article qui fait le récit des élections québécoises, un récit découpé en cinq périodes, chacune associée à une image : la Décolonisation tranquille (1867-1897), l'Ère du progrès (1897-1936), la Grande noirceur (1936-1960), la Révolution tranquille (1960-1985) et l'Ajustement structurel (1985-2018). Rappelons que la théorie des réalignements postule le passage d'un ordre électoral à un autre avec l'effondrement de l'ordre ancien (la rupture), une phase chaotique marquée par un « moment » (la phase de réalignement) puis la cristallisation d'un nouvel ordre électoral (le réalignement).
- 53 Sur le plan conceptuel, la partie de cet article qui vise à cerner le concept de populisme met en évidence que celui-ci est porteur d'un sens négatif, utilisé pour disqualifier l'adversaire en le situant hors de la politique respectable et en faisant peser sur lui des soupçons de démagogie et d'autoritarisme. Le populisme est très présent dans le monde de 2019 et certains gouvernements du continent américain peuvent être ainsi qualifiés : ceux de Donald Trump aux États-Unis et de Jair Bolsonaro au Brésil, par exemple. Au Québec, le populisme est moins présent qu'en Europe, mais il a le vent en poupe, à droite comme à gauche. En outre, une certaine gauche tente de réhabiliter le concept de populisme, de le présenter comme une forme de renouvellement démocratique à condition que la xénophobie et l'intolérance ne le caractérisent pas.
- 54 La partie de cet article consacrée à l'analyse des élections de 2018 au Québec illustre d'abord une rupture : la fin de cinquante années d'alternance entre le Parti Libéral de centre-droit et le Parti Québécois de centre-gauche et la prise du pouvoir par un parti politique créé depuis peu. Ce parti, la Coalition Avenir Québec, réunit des éteignoirs et des phares, propose un programme nettement campé à droite et incarne une forme de populisme protestataire. Il correspond à l'esprit du temps, d'autant que sans programme, sans candidat ni tradition, au moment de sa création en 2011, il rallie déjà suffisamment d'électeurs potentiels pour lui permettre d'aspirer au pouvoir. Au terme des six premiers mois de son mandat, en avril 2019, la lune de miel avec la population se poursuit, voire même s'intensifie puisque la CAQ gagne sept points de pourcentage alors que le Parti Québécois perd des appuis. Cela tend à confirmer la thèse selon laquelle le Parti Québécois serait un parti générationnel et qu'une fusion avec la CAQ, formelle ou *de facto*, est possible. Québec solidaire, qui incarne un populisme de gauche, profite de cette conjoncture pour recruter ceux de la gauche qui, par habitude ou par loyauté, sont fidèles au Parti Québécois, mais refusent de rejoindre un parti nationaliste campé à droite. Le réalignement politique à l'œuvre favorise la Coalition Avenir Québec et Québec solidaire, un parti de droite et un parti de gauche populistes.
- 55 Est-il possible de prétendre que les élections de 2018 au Québec constituent un « moment populiste » ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Certaines actions du

gouvernement caquiste, notamment les nominations partisans et son soutien à l'employeur dans le cas d'un conflit de travail important, suggèrent que la CAQ n'est pas fondamentalement différente des autres partis qui ont exercé le pouvoir. Il n'y a pas, dans cette perspective, « reconfiguration d'un ordre social injuste » ou « construction d'un nouveau sujet d'action collective ». Néanmoins, la Coalition Avenir Québec et Québec solidaire, deux jeunes partis qui s'inspirent de certains principes caractérisant le populisme, pourraient être les deux principaux acteurs de la phase de « politique ordinaire » d'un nouvel ordre électoral au Québec.

BIBLIOGRAPHIE

- Audier, Serge, *Néolibéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.
- Bérard, Frédéric, *La fin de l'État de droit ?*, Montréal, XYZ, 2014.
- Bérard, Frédéric, *Dérèglements politiques*, Montréal, Somme toute, 2018.
- Bernier Arcand, Philippe, *La dérive populiste*, Montréal, Poète de Brousse, coll. « Essai libre », 2013.
- Boily, Frédéric, *La Coalition Avenir Québec. Une idéologie à la recherche du pouvoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018.
- Boisvert, Yves, « Faire campagne sur le dos d'une licorne », *La Presse*, 22 septembre 2018 : <https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/yves-boisvert/201809/22/01-5197562-faire-campagne-sur-le-dos-dune-licorne.php>, page consultée le 31 janvier 2019.
- Bourgault-Côté, Guillaume, « Sondage. Legault maintient ses appuis », *Le Devoir*, 19 septembre 2011 : <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/331726/sondage-legault-maintient-ses-appuis>, page consultée le 31 janvier 2019.
- Castonguay, Alec, « Pour que chaque vote compte vraiment », *L'Actualité*, 9 mai 2018 : <https://lactualite.com/politique/elections-2018/2018/05/09/pour-que-chaque-vote-compte-vraiment/>, page consultée le 31 janvier 2019.
- Chouinard, Tommy, « Lisée et Legault suscitent la mobilisation de l'extrême droite, dit Couillard », *La Presse*, 15 août 2017 : <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201708/15/01-5124689-lisee-et-legault-suscitent-la-mobilisation-de-lextreme-droite-dit-couillard.php>, page consultée le 31 janvier 2019.
- Desjardins, David, « Monsieur le Directeur », *Le Devoir*, 15 mars 2014 : <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/402698/monsieur-le-directeur>, page consultée le 31 janvier 2019.
- Eco, Umberto, *Reconnaître le fascisme*, Paris, Grasset, 2017.
- Falardeau, Jean-Charles, « Des élites traditionnelles aux élites nouvelles », *Recherches sociographiques*, vol. 7, n° 1-2, janvier-août 1966, p. 131-150.
- Fassin, Éric, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel, 2017.

Grondin, Marie-Renée, « François Legault répond à Marine Le Pen », *Journal de Québec*, 3 octobre 2018 : <https://www.journaldequebec.com/2018/10/03/francois-legault-repond-a-marine-le-pen>, page consultée le 31 janvier 2019.

Guay, Jean-Herman et Gaudreau, Serge, *Les élections au Québec. 150 ans d'une histoire mouvementée*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018.

Hermet, Guy, « Narodniki, boulangisme, People's Party : trois populismes du XIX^e siècle », in Badie, Bertrand et Vidal, Dominique, *Le retour des populismes. L'état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018, p. 23-30.

Institut de la statistique du Québec, *Le bilan démographique du Québec 2018*, Québec, ISQ, 2018 : http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01614FR_Bilandemo2018F00.pdf, page consultée le 31 janvier 2019.

Kingdom, John, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little, Brown and Co, 1984.

Kuhn, Thomas, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962.

Lecavalier, Charles et Joncas, Hugo, « Le Bouyonnec démissionne comme président de la CAQ et ne sera pas candidat », *Journal de Québec*, 28 août 2018 : <https://www.journaldequebec.com/2018/08/28/le-bouyonnec-demissionne-comme-president-de-la-caq-et-ne-sera-pas-candidat>, page consultée le 31 janvier 2019.

Lecavalier, Charles, « La Meute « sur le bord du racisme », dit François Legault », *Journal de Québec*, <https://www.journaldequebec.com/2018/09/12/la-meute-sur-le-bord-du-racisme-dit-francois-legault>, page consultée le 31 janvier 2019.

Legault, François, *Cap sur un Québec gagnant. Le projet Saint-Laurent*, Montréal, Boréal, 2013.

Lemieux, Vincent, *L'étude des politiques publiques. Les acteurs et leur pouvoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009.

Lemieux, Vincent, *Les partis et leurs transformations*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005.

Lévesque, Benoît et al., « Trois positions dans le débat sur le modèle québécois », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, décembre 1999, p. 1-10.

Lewin, Kurt, *Resolving Social Conflicts*, New York, Harper, 1948.

Martin, Pierre, *La cristallisation d'un nouvel ordre électoral ? Pourquoi les départementales de mars 2015 sont les élections de ce type les plus importantes depuis 30 ans*, 2015, hal-01131929, page consultée le 31 janvier 2019.

Martin, Pierre, *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Science Po, 2000.

Mazot-Houdin, Antoine, « Au nom du peuple ? Circulations du "populisme" et représentations du populaire au Québec », *Politix*, 2017/4, n° 120, p. 37-60.

Monteil, Pierre-Olivier, « Pierre Martin, Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée [compte-rendu] », *Autres Temps*, n° 70, 2001, p. 113-114.

Morin, Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Seuil, 2005.

Mouffe, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.

Müller, Jan-Werner, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Premier parallèle, 2016.

Muller, Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2018.

Muller, Pierre, « Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde » in Faure, Alain *et al.*, *La construction de sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 153-179.

Québec économique, *Répartition par mission des dépenses de programmes*, Québec, Gouvernement du Québec, 2019 : <https://qe.cirano.qc.ca/theme/finances-publiques/depenses-publiques/tableau-repartition-mission-depenses-programmes-gouvernement-quebec-2015-2016>, page consultée le 31 janvier 2019.

Porter, Isabelle, « L'extrême droite de Québec sort de l'ombre », *Le Devoir*, 2 février 2017 : <https://www.ledevoir.com/politique/ville-de-quebec/490655/titre-quebec-caisse-de-resonance-de-l-extreme-droite>, page consultée le 31 janvier 2019.

Porter, Isabelle *et al.*, « Le mouvement des casseroles se répand aux quatre coins de Montréal et du Québec », *Le Devoir*, 29 juin 2012 : <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/350887/le-mouvement-des-casseroles-continue-de-gagner-en-popularite>, page consultée le 31 janvier 2019.

Raillon, François, « Asie orientale : le syndrome national-populiste », *Questions internationales*, n° 83, janvier-février 2017, p. 84-96.

Raynaud, Philippe, « Le populisme existe-t-il ? », *Questions internationales*, n° 83, janvier-février 2017, p. 8-18.

Reynié, Dominique, *Les nouveaux populismes*, Paris, Fayard, coll. « Pluriel », 2013.

Sartori, Giovanni, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

Savard-Tremblay, Simon-Pierre, « Youri Chassin en 10 enjeux », *Journal de Montréal*, 17 avril 2018 : <https://www.journaldemontreal.com/2018/04/17/youri-chassin-en-dix-idees>, page consultée le 31 janvier 2019.

Valeria, Andréa *et al.*, « Non, la CAQ n'est pas l'extrême droite », *Journal de Montréal*, 28 avril 2018 : <https://www.journaldemontreal.com/2018/04/28/non-la-caq-nest-pas-lextreme-droite>, page consultée le 31 janvier 2019.

NOTES

1. Considérant les analyses faites par Michel Foucault et par Pierre Bourdieu, cette valeur phare traduit l'avènement du paradigme de l'homme-entreprise et la dissolution des collectifs dans l'utopie néolibérale (Audier S., 2012).
2. Mentionnons le cas du président de la CAQ, Stéphane Le Bouyonnet, qui s'est retiré de la campagne en raison des attaques de ses adversaires. L'homme est actionnaire d'une compagnie de prêts privés dont les taux d'intérêt annuels sont de 90 % ; sa clientèle est constituée de personnes à très faibles revenus (Lecavalier C. et Joncas H., 2018). Il y a aussi le cas du député caquiste Youri Chassin dont les idées « vont dans le sens d'un démantèlement radical des institutions qui font la spécificité québécoise » (Savard-Tremblay S.-P., 2018). Il dit ne pas croire au bien commun et milite pour la privatisation des sociétés d'État.
3. La santé et l'éducation monopolisent respectivement 43 % et 24 % des dépenses de programmes du gouvernement québécois (Québec économique, 2019).
4. Malgré deux référendums perdus sur la proposition de souveraineté politique du Québec (en 1980 et en 1995), il est symboliquement reconnu que le Québec forme une société distincte en raison de sa langue et de sa culture, voire une nation au sens de la motion adoptée par le

parlement canadien en 2006 : « Cette Chambre reconnaît que les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni. »

5. Au Québec, le mode de scrutin donne lieu à des distorsions électorales : en 1973, avec 55 % des voix, le Parti Libéral récolte 93 % des sièges ; en 1998, avec moins de votes que son principal adversaire (43 % contre 44 %), le Parti Québécois récolte 61 % des sièges. L'indice de Gallagher permet de mesurer les distorsions électorales ; cet indice est déterminé pour chacune des quarante et une élections québécoises (Guay J.-H. et Gaudreau S., 2018).

6. Néoconservatisme et néolibéralisme sont des concepts différents de conservatisme et de libéralisme. Le néoconservatisme émerge dans les années 1960 aux États-Unis en opposition à la Nouvelle gauche (*New Left*) et s'incarne dans la politique du président républicain Ronald Reagan. Le néolibéralisme est à la fois idéologie, mode de gouvernance et catalogue de préconisations économiques (Audier S., 2012).

7. Le premier succès électoral du Parti Vert est enregistré lors des élections provinciales d'avril 2019 à l'Île-du-Prince-Édouard où, avec 8 des 27 sièges du Parlement, le Parti Vert forme l'Opposition officielle.

8. Le terme « Québécois » n'est généralisé qu'à compter des années 1960, lors de la *Révolution tranquille*.

9. Le membership du Parti Libéral passe de 200 000 dans les années 1980 à 27 000 en 2016 ; chez le Parti Québécois, 30 000 adhésions sont enregistrées en 2016 contre 280 000 dans les années 1980 (Guay J.-H. et Gaudreau S., 2018).

10. Merci à l'évaluateur anonyme pour ses commentaires liés à la conceptualisation du « moment populiste ».

11. Il cite l'exemple du sénateur conservateur canadien Pierre-Yves Boisvenu qui propose que les assassins aient droit à une corde dans leur cellule de prison pour pouvoir se pendre.

12. Un site (<https://sortonslespoubelles.com>) recense les déclarations discriminatoires des animateurs de radio-poubelle en utilisant comme catégories leurs victimes. Il invite à dénoncer ces propos auprès de leurs commanditaires, afin qu'ils cessent leur publicité à ces antennes.

13. Ce groupe d'extrême droite fondé en 2016 utilise le nom d'un navire français coulé par les Britanniques en 1760 lors de la Guerre de Sept ans (*L'Atalante*).

14. Il s'agit d'une forme de protestation populaire d'abord pratiquée en France au XIX^e siècle puis utilisée ensuite dans certains pays hispanophones. Elle consiste à manifester en frappant sur des casseroles pour attirer l'attention.

15. Le gouvernement prétend qu'il s'agit d'une politique de rigueur budgétaire, mais ses adversaires et les médias parlent d'une politique d'austérité.

16. Catherine Fournier quitte le Parti Québécois en mars 2019 pour siéger comme députée souverainiste indépendante. Ainsi, le Parti Québécois ne dispose plus que de 9 sièges à l'Assemblée nationale et devient la troisième opposition, derrière Québec solidaire comme deuxième opposition.

17. Malgré une tradition implantée chez tous les autres partis, ce ne sont pas les membres de la CAQ qui élisent le candidat appelé à les représenter dans une circonscription : le chef fait ce choix. Il procède dans certains cas avec un appel de candidatures où les intéressés transmettent leur curriculum vitae, comme s'ils postulaient un emploi.

RÉSUMÉS

Les élections de 2018 au Québec marquent une rupture. Après cinquante ans d’alternance du pouvoir entre le Parti Libéral de centre-droit et le Parti Québécois de centre-gauche, la Coalition Avenir Québec, un parti de droite fondé en 2011, est appelé à former un gouvernement majoritaire. Un autre fait marquant de cette élection est le succès d’un parti de gauche fondé en 2006, Québec solidaire, produit d’une union des forces progressistes. Ce parti est en rupture de ban avec le néolibéralisme et ose des propositions audacieuses, notamment quant à la protection de l’environnement. La Coalition Avenir Québec incarne un populisme de droite et Québec solidaire, un populisme de gauche, populisme comme stratégie discursive anti-establishment. Aussi, considérant la théorie politique des réalignements, ces élections marquent une rupture et pourraient constituer aussi un « moment populiste » susceptible de se cristalliser dans un nouvel ordre électoral. Nous présentons dans notre article la synthèse d’un récit historique des élections québécoises depuis 1867, année de la fondation du Québec, organisé en fonction de cinq grandes époques associées chacune à une image qui illustre le référentiel dominant. Ces périodes sont caractérisées par la séquence rupture, réalignement et politique ordinaire. Nous proposons ensuite des précisions conceptuelles concernant le populisme. Nous présentons enfin notre analyse des élections québécoises de 2018, appréciées sous l’angle du populisme.

The 2018 elections in Quebec marked a breakthrough. After fifty years of alternating power between the centre-right Parti Libéral and the centre-left Parti Québécois, the Coalition Avenir Québec, a right-wing party founded in 2011, is called upon to form a majority government. Another highlight of this election was the success of a left-wing party founded in 2006, Québec solidaire, a product of a union of progressive forces. This party is at odds with neoliberalism and dares to make bold proposals, particularly with regard to environmental protection. The Coalition Avenir Québec embodies right-wing populism and Québec solidaire, left-wing populism, populism as an anti-establishment discursive strategy. Also, considering the political theory of realignments, these elections mark a rupture and could also constitute a “populist moment” likely to crystallize into a new electoral order. In this article, we present a summary of a historical account of the Québec elections since 1867, the year Québec was founded, organized according to five major periods, each associated with an image that illustrates the dominant frame of reference. These periods are characterized by the sequence of rupture, realignment and ordinary politics. We then propose conceptual clarifications regarding populism. Finally, we present our analysis of the 2018 Québec elections, assessed from a populist perspective.

Las elecciones de 2018 en Québec marcaron un gran avance. Después de cincuenta años de alternancia entre el Parti Libéral de centro-derecha y el Parti Québécois de centro-izquierda, la Coalition Avenir Québec, un partido de derecha fundado en 2011, está llamada a formar un gobierno de mayoría. Otro punto culminante de estas elecciones fue el éxito de un partido de izquierda fundado en 2006, Québec solidaire, producto de una unión de fuerzas progresistas. Este partido está en desacuerdo con el neoliberalismo y se atreve a hacer propuestas audaces, en particular con respecto a la protección del medio ambiente. La Coalition Avenir Québec encarna el populismo de derecha y el Québec solidaire, el populismo de izquierda, el populismo como estrategia discursiva antisistema. Además, considerando la teoría política de los reajustes, estas elecciones marcan una ruptura y podrían constituir también un “momento populista” susceptible de cristalizar en un nuevo orden electoral. En este artículo, presentamos un resumen de un relato histórico de las elecciones de Québec desde 1867, año de su fundación, organizado en cinco grandes períodos, cada uno de ellos asociado a una imagen que ilustra el marco de referencia dominante. Estos períodos se caracterizan por la secuencia de ruptura, realineación y política

ordinaria. Proponemos entonces aclaraciones conceptuales sobre el populismo. Por último, presentamos nuestro análisis de las elecciones de 2018 en Québec, evaluadas desde una perspectiva populista.

INDEX

Mots-clés : Québec, élections, populisme, Coalition Avenir Québec, Québec solidaire

Palabras claves : Quebec, elecciones, populismo, Coalition Avenir Québec, Québec solidaire

Keywords : Quebec, elections, populism, Coalition Avenir Québec, Québec solidaire

AUTEUR

JEAN BERNATCHEZ

Jean Bernatchez est politologue et professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Il est directeur des programmes de cycles supérieurs en éducation de l'UQAR et directeur local du programme de doctorat réseau en éducation de l'Université du Québec. Ses recherches sont organisées en trois chantiers : analyse des politiques publiques ; gestion et gouvernance scolaires ; épistémologie et méthodologie. Il publie et communique les résultats de ses travaux au Québec et à l'étranger. Jean_Bernatchez@uqar.ca